

# BAN KI-MOON

Secrétaire général des Nations unies

M. Thierry de Montbrial, président et fondateur de l'Institut,  
Monsieur le ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc, M. Fassi Fihri,  
Honorables invités,  
Mesdames et messieurs,

Je suis ravi d'entreprendre ma première visite au Maroc en tant que Secrétaire général des Nations Unies. Je tenais à tous vous remercier, y compris Sa Majesté Mohammed VI, pour son message, ainsi que le gouvernement et le peuple du Maroc, pour votre hospitalité et votre accueil chaleureux.

Je remercie également l'Institut français des relations internationales qui nous rassemble aujourd'hui. L'IFRI est un acteur important depuis maintenant de nombreuses années. Je vous suis à tous reconnaissant de promouvoir le dialogue et d'améliorer la compréhension des défis mondiaux.

Je suis particulièrement content que la World Policy Conference de cette année se concentre sur la gouvernance mondiale.

La gouvernance est l'une des questions majeures de notre époque. Une meilleure gouvernance au sein des Etats – pour répondre aux attentes des personnes. Une meilleure gouvernance entre les Etats – pour répondre aux attentes du monde.

La question est : sommes-nous à la hauteur ?

En ces temps où un grand nombre des personnes gouvernées sont mécontentes et impatientes, la capacité et la volonté de la communauté internationale sont à l'épreuve.



La gouvernance mondiale était à juste titre l'un des thèmes principaux du débat de l'Assemblée Générale du mois dernier. Nous avons entendu des appels pour une solidarité mondiale renforcée... et des mises en garde sur la mondialisation et les risques de perpétuer les inégalités du passé.

J'ai dit aux dirigeants mondiaux que le moment était venu de se mettre d'accord... pas à pas, mesure après mesure, partenaire par partenaire. Le moment est venu de poser les fondations des avancées décisives que réclame notre avenir.

Mesdames et messieurs,

Le Maroc est l'endroit idéal pour débattre de cette question.

La position géographique du pays lui offre une place de choix sur la mondialisation, le commerce et la migration. Par exemple, Marrakech est connue non seulement pour son histoire, sa culture et sa beauté, mais est surtout reconnue de tous, particulièrement des Nations Unies et de la communauté internationale, comme le lieu de mise en place de bonnes pratiques et de fondations solides – telle que l'Organisation Mondiale du Commerce par le biais de l'accord de Marrakech, et grâce au processus de Marrakech, la fondation du protocole de Kyoto. Nous devons beaucoup à cette magnifique ville de Marrakech. La vulnérabilité du Maroc au changement climatique, son combat pour faire face à des besoins grandissants en eau et en énergie constituent des questions transfrontalières de premier plan. Le Maroc, haut lieu de mélange des cultures, est très actif au sein de l'Alliance des civilisations des Nations Unies.

Le moment est opportun pour aborder la gouvernance mondiale.

De nouvelles puissances économiques ont émergé. De nouveaux défis se font jour.

Pour la première fois dans l'histoire, nos défis transcendent les frontières. Ils ne respectent pas les frontières. Aucun pays ni aucun groupe, aussi puissant et ingénieux soit-il, ne peut résoudre ces problèmes. Même les Nations Unies n'y parviendront pas seules, sans le soutien inconditionnel des Etats membres et des organisations internationales, des organisations régionales et des organisations sous-régionales. Voici le sujet que nous allons aborder aujourd'hui.

Alors que l'interdépendance s'intensifie, certains de nos anciens systèmes et configurations se sont laissés distancer. Nous devons absolument trouver des moyens plus efficaces de travailler ensemble – et de construire des systèmes en prise avec notre époque – des moyens qui soient plus responsables, plus représentatifs et à même de maximiser notre force collective et de maximiser nos ressources limitées au bénéfice de la communauté mondiale.

C'est le sens que je donne à la gouvernance mondiale. Je perçois trois thèmes principaux, trois domaines pour lesquels nous devons rassembler notre énergie et nos ressources.



En premier lieu, nous devons nous unir pour les populations pauvres et fragiles, pour les plus vulnérables d'entre elles.

Ensuite, nous devons unir notre énergie et nos ressources pour empêcher une catastrophe climatique.

Enfin, nous devons unir nos efforts pour faire face à un ensemble de défis de nouvelle génération.

Permettez-moi de les aborder un par un, et de détailler chacun de ces trois défis et de ces trois domaines.

Tout d'abord, la gouvernance mondiale pour une économie mondiale qui œuvre pour toutes les personnes, pas uniquement pour un groupe minoritaire.

La plupart de nos lois et institutions actuelles pour la gouvernance économique mondiale ont été élaborées il y a plus de 60 ans.

Aujourd'hui, de nombreux pays en développement comptent parmi les moteurs les plus dynamiques de la croissance économique. Ils constitueront également les leviers de la relance suite à la crise économique et financière mondiale.

Pourtant leur voix ne résonne pas dans la prise de décision sur l'économie mondiale. Ils ne méritent pas cela.

Entre autres leçons à tirer de la crise, un point est clair : la gestion économique mondiale ne peut plus se permettre de négliger les plus faibles et les plus défavorisés.

Nous accueillons favorablement les mesures de stimulation à l'échelle des pays développés, mais ces derniers ne doivent pas perdre de vue ni négliger les problèmes des populations les plus vulnérables. J'avais insisté sur ce point lors du sommet du G20 à Toronto ; nous nous réjouissons des mesures de stimulation économique, mais ces mesures ne doivent jamais se faire sur le dos des pauvres.

Il est moralement et politiquement inacceptable de poser le fardeau le plus lourd sur les personnes les moins responsables de la crise.

Arracher les pauvres et les faibles du gouffre du désespoir, construire un monde de prospérité et de dignité pour tous : c'est une question d'économie et de politique intelligentes.



Il existe un terme pour cela : le développement durable. Dans deux ans, les nations du monde entier se rassembleront de nouveau à Rio de Janeiro pour renouveler l'engagement aux idéaux définis dans cette ville en 1992.

Nous disposons également d'un plan pour donner vie à cette vision : les Objectifs du Millénaire pour le Développement, adoptés en 2000. Cette proposition a été adoptée par les chefs d'Etat afin de sortir des milliards de personnes de la pauvreté, de donner des opportunités scolaire décentes, de renforcer l'autonomie des femmes et de trouver des traitements pour les personnes souffrant de maladies. Le mois dernier, le sommet des OMD a insufflé une forte dynamique politique. Près de 140 chefs d'Etat et de gouvernements se sont rassemblés aux Nations Unies. Ils ont réitéré leur engagement politique et l'assurance de déployer toute leur capacité politique pour atteindre les cibles des OMD d'ici à 2015.

En outre, ils se sont fortement engagés en termes de ressources – dont 40 milliards de dollars pour notre nouvelle Stratégie globale pour la santé maternelle et infantile. A une époque où de nombreux gouvernements se serrent la ceinture, il est encourageant de voir des chefs d'Etat soustraire l'engagement d'aide au couperet de l'austérité.

La prochaine épreuve sera le sommet du G20 à Séoul, en Corée, dans à peine trois semaines. La question du développement y sera prioritaire.

Mesdames et messieurs,

Nous ne pouvons pas parler de Rio 2012 sans nous concentrer sur Cancun 2010.

Il faut que la gouvernance mondiale aborde la menace du changement climatique.

L'an dernier, la Conférence de Copenhague n'a pas répondu à l'attente générale; nous en sommes d'accord. Nous ne pouvons néanmoins pas sous-estimer les points importants sur lesquels les chefs d'Etats se sont mis d'accord au sein de l'Accord de Copenhague.

Plus particulièrement, il y a eu un progrès important dans l'élaboration d'un consensus politique large. Tout d'abord, pour la première fois dans l'histoire, les dirigeants mondiaux ont convenu que l'augmentation de la température mondiale serait limitée à 2 degrés Celsius d'ici à 2050. Ils ont convenu de fournir un soutien financier aux pays en développement de l'ordre de 100 milliards de dollars annuels d'ici à 2020.

Il y a également eu des avancées sur l'adaptation, la déforestation, le transfert de technologies, le renforcement des capacités et le soutien financier.



En songeant à l'avenir, il apparaît de plus en plus évident que plus nous attendrons, plus nous aurons à payer – en termes de compétitivité, de ressources, et surtout, de vies humaines.

A Cancun, nous devons prendre en compte les progrès sur ces questions lorsque le consensus est présent.

Dans l'immédiat, nous devons avancer sur un financement rapide. Il faut reconnaître qu'il existe une différence de confiance importante entre les pays développés et ceux en développement. La façon la plus efficace de réduire cet écart est de fournir un soutien financier rapide aux pays en voie de développement. Nous continuerons à travailler de la sorte. A Copenhague, les dirigeants ont convenu de fournir 30 milliards de dollars d'ici la fin 2012 et 100 milliards de dollars annuellement d'ici 2020. J'ai nommé un Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre les changements climatiques, dirigé par le premier ministre norvégien Stoltenberg et le premier ministre éthiopien Meles. Leur travail a fait d'immenses progrès. Ils vont me présenter un rapport sur les options visant à générer 100 milliards de dollars d'ici à l'année 2020.

Je vais soumettre ce rapport à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la CCNUCC, qui se réunira en décembre à Cancun, au Mexique.

Sur le long terme, nous faisons face à ce que j'appelle le « défi 50-50-50 ». D'ici à 2050, la population mondiale va croître de 50% pour atteindre 9 milliards de personnes. A cette période, en 2050, le monde devra avoir réduit d'au moins 50% les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Voilà ce que j'ai nommé le « défi 50-50-50 ».

Le changement climatique n'est pas un problème isolé. C'est un élément essentiel dans l'action plus large en faveur du développement durable.

J'ai demandé au président sud-africain Zuma et au président finlandais Halonen de diriger un Groupe de haut niveau sur la durabilité de l'environnement mondial afin qu'ils apportent à la communauté internationale des solutions ambitieuses qui soient réalisables en vue de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté et de rassembler les pièces du puzzle, en commençant par le changement climatique, la crise énergétique, la crise alimentaire, la population, les migrations ; toutes ces questions se rejoignent car elles sont intimement liées. Notre travail aboutira à temps pour le sommet de Rio en 2012.

C'est le défi de la durabilité qui attend le 21<sup>e</sup> siècle et par conséquent un des défis de la gouvernance de notre époque.

Mesdames et messieurs,



Mon troisième point concerne la gouvernance mondiale en ce qu'elle doit faire face à toute un éventail de nouveaux défis.

Il existe aujourd'hui plus de 200 millions de migrants internationaux. La crise économique a exacerbé leur précarité.

Et pourtant, même lorsque le chômage est élevé, la demande en main d'œuvre étrangère est souvent importante.

Nous devons vaincre les peurs, nous concentrer sur les droits et trouver le meilleur moyen de récolter les bénéfices du développement pour toutes les parties concernées, les pays d'origine comme les pays d'accueil.

Tout comme la migration, la biotechnologie a généré espoirs et interrogations ; l'espoir de nouveaux outils contre la faim, la maladie et la pauvreté ; la peur d'une menace contre l'environnement et notre sécurité.

De plus, nous assistons aujourd'hui à la mondialisation de la recherche médicale, la propagation du « tourisme médical » et la diminution de l'importance des frontières nationales dans la lutte contre les épidémies mortelles. Les dimensions internationales sont claires, tout comme est clair le besoin d'un dialogue et d'un consensus plus importants.

Les syndicats du crime organisé sont de plus en plus puissants. A certains endroits, la police et l'armée ne font plus le poids. Notre capacité à assurer une justice n'évolue pas aussi vite que celle des criminels à lui échapper.

Le terrorisme continue lui aussi à entraîner de lourdes conséquences. La possibilité que les terroristes aient accès à des matériaux fissiles ajoute une nouvelle urgence au programme de sécurité nucléaire. Ceux armés aujourd'hui de bombes et d'armes à feu pourraient demain avoir une force de frappe plus puissante encore. La meilleure réponse reste une fois de plus la détermination, la coordination et la coopération au niveau international.

En effet, nous avons adopté, en réponse à ces nouveaux défis, de nouvelles conventions et de nouveaux accords juridiques ainsi que des stratégies neuves, appuyées par la formation de nouveaux partenariats ; le tout au nom de la résolution mondiale des problèmes, et non d'un gouvernement mondial.

Nous restons vigilants à l'égard de tels problèmes, gardant le regard fixé sur l'horizon, prêts à déceler à la fois les menaces et les opportunités.

La gouvernance mondiale n'est pas seulement une affaire d'ententes sur le long terme ; il s'agit également de la gestion des défis ici et maintenant.



Les référendums sur l'auto-détermination du Sud Soudan et sur le statut d'Abyei sont dans moins de trois mois. Les enjeux sont de taille. Je pense que tout le monde ici est concerné par l'avenir du Soudan, l'avenir de l'Afrique, ainsi que de la paix et de la sécurité de la communauté internationale dans son ensemble. Nous devons aider les Soudanais à trouver un moyen pacifique de traverser l'un des moments cruciaux de l'histoire de leur pays. Nous devons nous assurer que ces référendums du 9 janvier prochain seront conduits de manière juste, crédible et démocratique, et surtout pacifique.

Pour ce faire, de nouveau, les Nations Unies ont d'ores et déjà déployé une équipe de surveillance, dirigée par l'ancien président de la Tanzanie, M. Mkapa. Les Nations Unies auront des observateurs dans chaque comté du Sud Soudan, à compter de cette semaine jusqu'à la fin de ce référendum. Comme vous le savez, j'ai convoqué une réunion de haut niveau le 24 septembre, à laquelle de nombreux chefs d'Etat, parmi eux le président Obama des Etats-Unis et de nombreux dirigeants africains ont participé, dont deux représentants du Sud et du Nord Soudan. Cette réunion a été l'une de plus haut niveau jamais organisée sur la situation au Soudan. Nous sommes tous engagés, grâce au soutien, à la coopération et à la gouvernance mondiaux.

En Haïti, neuf mois après le tremblement de terre tragique, la réponse humanitaire afflue et nous livrons désormais de l'eau, des installations sanitaires et de la nourriture à des millions de personnes. Bien entendu, il reste énormément à faire en matière de logements permanents, d'installations sanitaires, d'éducation, de sécurité et de renforcement des capacités.

De telles situations appellent une gestion collective. C'est aussi le travail de la gouvernance mondiale.

Mesdames et messieurs,

La gouvernance mondiale est un sujet trop important pour être laissé entre les mains d'une seule organisation ou d'un seul groupe.

C'est aux Nations Unies – avec son universalité, son expérience et sa présence opérationnelle dans presque chaque pays du monde – que la gouvernance mondiale peut le mieux se concrétiser.

Les Nations Unies est le bon endroit, à condition que nous ne nous tenions le rythme.

Il faut pour cela être performant – de façon opportune et responsable.

Cela implique la réforme des organes des Nations Unies.



Le Conseil économique et social peut jouer un rôle plus fort dans toute une panoplie de problèmes intimement liés – le risque financier, l'insécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, un système commercial international défectueux.

On convient aisément que la composition du Conseil de sécurité doit refléter les réalités d'aujourd'hui, et non celles des décennies passées. De la même façon, il faut grandement améliorer les méthodes de travail du Conseil, en matière de transparence, d'alerte rapide et de positionnement des problèmes au sein du programme du Conseil.

Les institutions et les groupements capables de produire des changements significatifs et positifs – la gouvernance mondiale au service d'un monde meilleur – s'en trouveront respectés et sollicités.

Telle est ma vision pour les Nations Unies... et pour les personnes que nous sommes appelés à servir.

Merci.